**Analyse et commentaire des données des finances publiques**

**1. Croissance des ressources budgétaires :**

Le tableau 1 montre une croissance continue des ressources budgétaires entre 2021 et 2024, passant de 33 547 millions de dinars (MD) en 2021 à 49 160 MD dans le projet de loi de finances 2024. Cette augmentation reflète une amélioration des recettes fiscales (passant de 30 405 MD en 2021 à 44 050 MD en 2024), représentant près de 90 % des ressources budgétaires.

* **Recettes fiscales :** La part des recettes fiscales a augmenté à un rythme régulier, avec un taux d’évolution annuel de 11,6 % en 2024, selon le tableau 2. Cela reflète une certaine efficacité dans le recouvrement des impôts et une meilleure gestion fiscale.
* **Recettes non fiscales :** Elles représentent une part relativement faible des ressources (4 760 MD en 2024), ce qui laisse suggérer que ce pays pourrait envisager de diversifier ses sources de revenus, en valorisant par exemple ses actifs publics.
* **Dons :** On observe une diminution notable des dons, qui passent de 1 537 MD en 2023 à 350 MD en 2024. Cette baisse pourrait être liée à la dépendance réduite à l'aide internationale, mais elle impose une pression sur les autres sources de financement.

**2. Dépendance accrue aux emprunts :**

Les ressources de la trésorerie, qui incluent essentiellement les emprunts, augmentent significativement sur la période (de 21 485 MD en 2021 à 28 708 MD en 2024). Cette hausse est principalement due à la montée des emprunts extérieurs, qui passent de 7 777 MD en 2022 à 16 445 MD dans la prévision pour 2024. Cette dépendance aux emprunts extérieurs, particulièrement pour des appuis budgétaires (14 470 MD), soulève des inquiétudes concernant la soutenabilité de la dette extérieure à moyen et long terme.

**3. Pression fiscale et structure des impôts :**

Le tableau 3 montre une répartition inégale des impôts directs et indirects :

* **Impôts directs :** Ils représentent environ 41 % des recettes fiscales en 2024. La principale source est l'impôt sur le revenu, qui augmente de manière constante, notamment les impôts sur les traitements et salaires (de 6 419 MD en 2021 à 8 695 MD en 2024). Cependant, l'impôt sur les sociétés, bien qu'en hausse, reste plus faible en comparaison, suggérant un potentiel d’optimisation dans la taxation des entreprises, surtout les non-pétrolières.
* **Impôts indirects :** Ils représentent environ 59 % des recettes fiscales en 2024, avec la TVA et les droits de consommation comme principales sources de revenus. Le fort poids des impôts indirects peut refléter une structure fiscale régressive, où les ménages à bas revenu sont plus fortement affectés. Cela pourrait être un enjeu de justice fiscale que le pays doit considérer dans ses réformes.

**4. Dépenses publiques et contraintes budgétaires :**

Les dépenses publiques augmentent également de manière soutenue, atteignant 77 868 MD en 2024. Cependant, cette augmentation est principalement tirée par :

* **Les dépenses de rémunération :** Elles continuent de croître (de 22 773 MD en 2023 à 23 711 MD en 2024), représentant une part importante du budget. Cela limite les marges de manœuvre pour d'autres postes de dépenses, notamment l'investissement.
* **Service de la dette :** Le service des intérêts de la dette publique augmente de manière significative (de 5 842 MD en 2023 à 6 838 MD en 2024), ajoutant ainsi une pression sur les finances publiques. En tenant compte du remboursement du principal, qui passe à 17 863 MD en 2024, le poids total du service de la dette devient lourd pour le budget de l'État.

**5. Subventions et intervention de l'État :**

Les subventions représentent une part importante des dépenses d’intervention (11 337 MD en 2024). Elles couvrent les produits de première nécessité, ainsi que le carburant, ce qui suggère que l'État tente de protéger les ménages des fluctuations des prix internationaux. Cependant, le coût croissant de ces subventions pourrait nuire à la viabilité budgétaire, surtout si les prix des matières premières continuent de grimper.

**Suggestions de réformes**

1. **Réforme fiscale :**
   * **Élargissement de l'assiette fiscale :** La part des impôts directs dans les recettes fiscales, notamment l’impôt sur les sociétés non pétrolières, pourrait être augmentée en luttant contre l'évasion fiscale et en introduisant des mesures favorisant la formalisation de l’économie informelle.
   * **Allègement de la pression sur les impôts indirects :** L'accent mis sur les impôts indirects pourrait être réévalué pour ne pas pénaliser les ménages à faible revenu. Une réforme progressive des subventions pourrait être envisagée, accompagnée de programmes de protection sociale ciblés.
2. **Rationalisation des dépenses :**
   * **Maîtrise des dépenses de rémunération :** Des réformes dans le secteur public pour mieux contrôler les dépenses de rémunération sont nécessaires. Un audit des effectifs et une meilleure gestion des ressources humaines dans la fonction publique pourraient permettre de réduire ces coûts tout en améliorant l'efficacité des services publics.
   * **Réduction des subventions énergétiques :** Le gouvernement pourrait progressivement réduire les subventions au carburant, tout en mettant en place des mécanismes de compensation pour les ménages vulnérables.
3. **Soutenabilité de la dette :**
   * **Gestion prudente des emprunts :** Il est essentiel de diversifier les sources de financement et d’adopter une politique d'endettement plus prudente. Le recours aux emprunts extérieurs devrait être limité aux projets à forte rentabilité économique, et des stratégies pour allonger la maturité des emprunts et réduire le coût du service de la dette doivent être explorées.
   * **Priorisation de l’investissement public :** Les dépenses d’investissement doivent être encouragées, notamment dans les infrastructures, l’éducation et la santé, pour assurer une croissance soutenable et améliorer la productivité du pays.
4. **Réforme des subventions :** Une réforme graduelle des subventions aux produits de première nécessité pourrait être envisagée, tout en mettant en place des systèmes de transferts monétaires directs aux populations les plus vulnérables afin de compenser les hausses de prix qui en découleraient.

En conclusion, bien que la petite économie en développement ait montré une résilience dans la collecte des recettes fiscales, elle fait face à des défis importants liés à la gestion de sa dette et à la structure de ses dépenses publiques. Des réformes fiscales et budgétaires audacieuses sont nécessaires pour assurer la soutenabilité des finances publiques et stimuler une croissance économique inclusive.